TL4293

A Paz é Possível
em Timor-Leste

Monsieur Bacre Wally Ndiaye
Rapporteur Spécial sur les Exécutions
Sommaires et Extrajudiciaires
Palais des Nations Unies
Genève

Monsieur le Rapporteur Spécial,

La gravité de la situation des Droits de l'Homme au Timor-Oriental ne vous est pas étrangère depuis votre visite dans ce territoire non-autonome occupé par l'Indonésie. Malheureusement, malgré vos efforts et ceux de beaucoup d'autres personnes aux Nations-Unies les timorais ne voient pas encore de changements dans leur situation concrète. Même l'attribution du Prix Nobel de la Paix à l'évêque Belo et à M. Ramos-Horta semble avoir été pour les occupants un motif pour redoubler leurs efforts pour soumettre ce petit peuple.

Si les politiques et militaires indonésiens redoublent leurs efforts pour écraser la résistance des timorais il faut aussi que nous redoublions les nôtres pour que l'ONU passe des résolutions aux actes. Le nouveau Secrétaire général a fait un pas significatif en nommant un représentant spécial pour la question de Timor en la personne de M. Jamsheed Marker; les modifications apportées dans la forme des conversations entre le Portugal et l'Indonésie sous les auspices du Secrétaire général sont un autre signe positif; la Commission des droits de l'Homme a joué un rôle important dans la sensibilisation à cette question depuis 1992 (2 résolutions et 4 déclarations de consensus) et ces efforts, nous l'espérons, finiront par porter des fruits.

Nous nous permettons, Monsieur le Président, de vous envoyer quelques notes sur le thème des Exécutions Sommaires espérant par là apporter une petite contribution à votre important travail. Les informations ne sont pas aussi précises que nous le voudrions mais cela est dû aux difficultés mises par l'Indonésie au recueil et à la divulgation des faits. Nous demeurons à votre disposition si vous désirez des renseignements complémentaires que nous soyions en mesure de fournir.

Il nous semble indispensable que les Rapporteurs Spéciaux et les Groupes de travail augmentent leurs efforts pour visiter le Timor Oriental, qu'ils adressent au Gouvernement indonésien des demandes dans ce sens et qu'ils rendent publics les refus ou les atermoiements du Gouvernement si tel est le cas.

Ces visites sont une des meilleures façons de sensibiliser les Gouvernements, mais seule une présence continue de représentants de l'ONU, peut-être sous la forme d'un Centre des Droits de l'Homme établi au Timor Oriental et jouissant de totale liberté de mouvement, pourrait à notre avis apporter une réelle amélioration à la situation. Les efforts de M. Ayala Lasso dans ce sens ont conduit à une "déclaration d'intention" du Gouvernement indonésien qui, malgré son caractère réducteur, n'a pas été traduite dans les faits par l'Indonésie. La présence des Nations Unies sur place devrait constituer un objectif prioritaire de tous ceux qui luttent pour soulager les souffrances du peuple timorais.

Nous vous remercions de votre attention

A Paz é Possível em Timor-Leste
Jean Pierre Catry

annexe 1: Contribution
annexe 2: Manifestation de l'Hôtel Makhota

Lisbonne, 26 novembre 1997

A Paz é Possível em Timor-Leste
Rua de Campolide, 215 - 4D - 1070 Lisboa - Portugal * Tel/fax 351 - 01 - 386 20 88

Contribution à l'analyse de la situation des Exécutions Sommaires au Timor Oriental.

Sources d'informations.

Les informations sur les violations des droits de l'homme au Timor Oriental qui nous parviennent reflètent l'extrême difficulté rencontrée par ceux qui, au risque de leur propre vie, essayent de recueillir ce genre d'informations. Ces difficultés ont encore augmenté depuis la fin du mois de mai, lorsque la résistance timoraise a attaqué des objectifs militaires dans quelques villes, donnant aux militaires indonésiens un excellent prétexte pour effectuer des arrestations dans les milieux suspects de sympathies avec cette résistance. Plusieurs des personnes arrêtées étaient, de fait, des personnes importantes dans le réseau d'information parce qu'elles avaient accès à des appareils de "fax".

Amnesty International, Asia Watch et East Timor Human Right Center ont rapporté un certain nombre d'exécutions sommaires, au contact de réfugiés timorais résidants au Portugal et par les informations de l'intérieur qui parviennnent à l'Association des Ex-Prisonniers Politiques de Timor-Leste, nous avons recueilli d'autres informations sur ce propos. Avant d'en établir la liste nous jugeons utile de faire quelques observations générales:

Les cas de violation des Droits de l'Homme n'ont pas diminué au Timor Oriental après l'attribution du Prix Nobel de la Paix 1996 à Mgr Belo et à M José Ramos-Horta. Il semble même que les forces militaires indonésiennes aient, une fois encore, accéléré tant les opérations militaires contre la résistance armée que les opérations de démantèlement des réseaux de résistance civile, comme si elles avaient l'espoir qu'en réduisant les timorais au silence elles feront taire toutes les voix qui s'élèvent hors de Timor pour demander une solution juste et internationalement acceptable.

Une manifestation pacifique réalisée à Dili lors de la visite du représentant spécial du Secrétaire général de l'ONU, M. Jamsheed Marker, a même failli répéter le triste massacre de Santa-Cruz réalisé alors que se trouvait à Dili le Rapporteur Spécial sur la Torture: la répression brutale et l'usage d'armes-à-feu contre les manifestants auraient fait cette fois un mort et 68 blessés dont 37 par armes-à-feu, 13 d'entre eux ayant dû être hospitalisés. Cet usage immodéré de la force, même lorsque sont présents des représentants de l'ONU, semble un défi à l'Organisation des Nations-Unies et à tous ses membres.

Même un cas comme celui-ci, survenu à Dili, dans et autour de l'hôtel où était hébergé le représentant du Secrétaire général, n'a pas été connu aussitôt dans sa réelle dimension. La personne qui aurait été tuée à l'arme blanche par des militaires indonésiens, à l'intérieur même de l'hôtel, est simplement identifiée comme Marçal, résidant dans le quartier de Keututo à Dili. Malgré le grand nombre de manifestants identifiés comme blessés, disparus, arrêtés (144 en tout), 9 des 33 manifestants traduits en justice pour cet évènement ne faisaient pas partie de cette longue liste. Ce cas *(voir le rapport annexe)* est un bon exemple des difficultés qui empêchent une information plus exacte.

Ces difficultés expliquent que les informations qui suivent sont souvent déficientes: des victimes non ou mal identifiées, des informations incomplètes sur les circonstances des exécutions. Dans certains cas, comme ceux qui se sont passés à Dili ou à Baucau à la fin du mois de mai, il existe même des versions complètement contradictoires, les timorais attribuant les morts aux militaires indonésiens et ceux-ci les attribuant à la résistance timoraise.

Notons enfin que, souvent, les cas d'exécutions sommaires sont moins bien documentés que ceux qui se réfèrent à des détentions. Pour paradoxal que cela puisse nous paraître, il semble que les sources timoraises considèrent plus importantes les informations sur des détenus, pour lesquels il est encore possible de faire quelquechose, que sur des morts pour lesquels il n'y a déjà plus rien à faire!

Nous nous limitons à citer ci-dessous les cas d'exécutions extra-judiciares dont nous avons eu connaissance et qui n'ont pas été rapportés par d'autres sources, en particulier par le East Timor Human Right Center (ETHRC) qui fait état de 49 cas dans son rapport bi-annuel de janvier à juillet 1997 (Ref: SR2/97).

Dili, 11 janvier 1997
Des militaires indonésiens accompagnés de civils d'une organisation para-militaire dénommée GARDAPAKSI (Garde de la Jeunesse pour appuyer l'intégration) organisent des raids de nuit dans plusieurs quartiers de la ville menaçant les habitants dans leurs propres habitations dans lesquelles ils se sont retirés dès la tombée de la nuit respectant un couvre-feu non proclamé mais généralement observé par toute la population. Les membres de la milice conduisent les militaires jusqu'aux habitations de personnes, surtout des jeunes, connues pour leurs opinions anti-intégration ou ayant participé aux manifestations de novembre et décembre, lorsque Mgr Belo a reçu le Prix Nobel de la Paix.
Quartier de Kuluhun, une personne non-identifiée est tuée par les militaires, son cadavre disparaît.
Quartier de Quintal Boot, deux personnes non-identifiées sont tuées par balles et 10 autres sont arrêtées. Les cadavres sont aussitôt jettés dans des camions militaires et disparaissent rendant impossible l'identification des victimes.
Quartier de Manleuana, toujours durant la même nuit et selon un modèle semblable, deux jeunes-gens sont arrêtés et emmenés au poste de comando de la police où, selon nos informations, ils ont été décapités. Les deux jeunes gens sont identifiés comme **Joaquim, 17 ans** et **Marcelino, 18 ans,** tous deux résidants dans le quartier de Quintal Bot. Plus de 100 personnes auraient disparu durant cette nuit, quelques jours plus tard une information signale que 45 d'entre eux se sont réfugiés dans le collège de Dare, sur la colline qui surplombe Dili.

Fatumaca, district de Baucau, 19 janvier 1997
Les 19, 20 et 21 janvier **6 cadavres non-identifiés** ont été découverts en trois locaux différents des environs de Fatumaca: deux cadavres de jeunes hommes décapités à Wi-Kau le 19; deux cadavres mangés par les chiens à Cai-Laran le 20 et deux autres dans le même état sur la route de Quelicai au lieu dit Naca-Lacu le 21. La population dit que les cadavres ont été apportés par des camions militaires Toyota durant la nuit.

Dili, 20 janvier 1997
Durant une attaque au quartier Bidau Toko Baru le 20 au matin des militaires indonésiens auraient tué **deux civils non-identifiés**.

Dili, 28 mai 1997
5 jeunes timorais auraient été tués à la porte de la caserne de la Brigade Mobile de la Police (Brimob) au cours de la réaction de cette unité militaire à une attaque de la guérilla contre la caserne. Quatre d'entre eux sont identifiés comme **Alberto, Carlito, Gaspar et Romeu, le 5ème n'est pas identifié**.

Ira-Ara, district de Lospalos, 28 mai 1997
5 jeunes timorais identifiés comme **Cicilio, Cores, Castelo, Beto et Ernesto** auraient été tués par des militaires indonésiens dans des circonstances non spécifiées. Cicilio, agé de 14 ans a un cousin réfugié au Portugal. Asia Watch dit que Castelo, professeur de l'enseignement de base aurait été tué par la guérilla avec trois de ses enfants ainsi qu'un professeur indonésien, sa femme et leur enfant.

Ermera, 3 juillet 1997
Un jeune homme non identifié aurait été tué par les militaires indonésiens au milieu de la population alors que beaucoup d'autres furent arrêtés et auraient disparu.

Dili, 9 juillet 1997
Lay Siu Chok, 54 ans, originaire de Becora (Dili), serait mort à 9 heures du matin lorsque des militaires indonésiens auraient mis feu à sa maison.

Laga, district de Baucau, 16 juillet 1997
José Pereira, 19 ans, originaire de Auraba, Sagadate; fils de António do Rosário et de Juliana; arrêté par des éléments du Bataillon Rajawali et du Bataillon Territorial (BTT) il fut emmené à la caserne des Forces Spéciales (Nanggalas) à Saelari. Attaché à un pilier de la construction il a été torturé à coups de baionettes et ils ont lancé sur lui de l'eau bouillante. Il serait mort de ses tortures le 24. En même temps que lui aurait été torturé Julião Pereira Belo, 28 ans, professeur de l'école de Samaguia.

Quelicai et Baguia, district de Baucau, juillet 1997
14 jeunes gens auraient été arrêtés dans ces deux villes par les militaires dans des circonstances non définies **et l'un d'eux, non identifié**, aurait été tué.

Dili, 11 août 1997
José da Silva, 25 ans, originaire de Ossorua, Ossu, district de Baucau; serait mort sous les tortures qui lui étaient appliquées par les militaires indonésiens. Il aurait été l'estafette des commandants Falur et Rairia, deux commandants de la résistance armée, et les tortures visaient à obtenir des informations sur ces résistants.

Baucau, 24 juillet 1997
'L. Lafaek Bot', (nom de guerre de Justino Sarmento?); guerillero, il a été capturé le 24 et tué peu aprés dans des circonstances non spécifiées.

Mau-Ubu, Lisapat, district de Ermera, 25 juillet 1997
Trois guerilleros furent capturés et **l'un d'eux, non-identifié,** fut aussitôt fusillé.les deux autres ont disparu.

Venilale, district de Viqueque, août 1997
La police secrète entra dans la maison d'un ménage **Egas Manuel Guterres** et sa femme **Florentina** et les tua tous les deux pour des raisons inconnues.

La Paix est Possible au Timor Oriental
Jean Pierre Catry

Lisbonne, 26 Novembre 1997